



GROUPEMENT  
HOSPITALIER  
DE TERRITOIRE  
LOIRE ATLANTIQUE

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES** **CCP N°PAS-25014**

### **PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

#### ***AUDIT DU PARC D'ECHOGRAPHES DU CHU DE NANTES***

**Pouvoir adjudicateur / acheteur :**

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »  
(établissement support du GHT44)  
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette  
44093 – NANTES CEDEX  
SIRET : 26440013600471

Marché public passé selon une procédure adaptée  
en vertu des articles L2123-1, R2123-1 1° et R2123-4 à R2123-6 du Code de la Commande Publique

## PREAMBULE GHT

**LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :**

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1<sup>er</sup> juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

**Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants :** CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

**Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat.** Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

### Répartition des compétences :

**En phase de passation du marché public**, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

**En phase d'exécution du marché :**

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



## Table des matières

<b>Préambule GHT .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : CONTEXTE DE LA MISSION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : DescriptiOn DE LA MISSION et livrables à produire .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Mode de dévolution (allotissement).....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : Documents contractuels .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : Durée DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 : Modalités d’émission DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 : MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
7.1 Calendrier d’exécution des prestations – Délais de remise des livrables .....	5
7.2 Lieux d’exécution des prestations .....	5
7.3 Suivi des prestations – points d’étape .....	6
7.4 Interlocuteur dédié .....	6
<b>ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
8.1 Confidentialité.....	6
8.2 Propriété intellectuelle - Propriété des résultats .....	6
<b>ARTICLE 9 : Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>8</b>
9.1 Vérifications .....	8
9.2 Décision après vérification.....	8
<b>ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 Prix.....</b>	<b>9</b>
11.1 Forme des prix .....	9
11.2 Contenu des prix .....	9
11.3 Modalités de révision des prix.....	9
<b>ARTICLE 12 : Modalités de règlement.....</b>	<b>9</b>
12.1 Paiement .....	9
12.2 Présentation des demandes de paiement .....	9
12.3 Transmission des demandes de paiement .....	10
<b>ARTICLE 13 : AVANCE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 14 : Pénalités.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 : Résiliation .....</b>	<b>11</b>
15.1 Conditions de résiliation .....	11
15.2 Indemnités de résiliation .....	11
<b>ARTICLE 16 - Protection des données à caractère personnel.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17 - CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 18 - Responsabilités et assurance .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 19 - DIFFERENDS ET Litiges .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 20 Dérogations au CCAG-PI .....</b>	<b>12</b>

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un audit du parc des échographes de l'ensemble des sites du CHU de Nantes.

Le présent marché ne concerne que le CHU de Nantes, dénommé ci-dessous « établissement bénéficiaire ».

## **ARTICLE 2 : CONTEXTE DE LA MISSION**

Dans un contexte global d'augmentation du parc des équipements biomédicaux dans les établissements de santé, le CHU de Nantes souhaite faire un point particulier sur le parc de ses échographes. En effet, ce parc, en constante augmentation, fait l'objet de priorisation par les services de par la prééminence des ultra-sons dans la prise en charge des patients et de l'amélioration que cette technologie apporte aux soins et au parcours patients ; la formation des médecins et le caractère d'innocuité propres aux ultra-sons venant renforcer l'engouement pour cette technologie.

Aussi, dans un contexte financier généralement contraint renforcé par l'ouverture du projet « Ile de Nantes » à horizon 2027, le CHU de Nantes souhaite au travers de cet audit, permettre d'accompagner le développement des ultra-sons en trouvant des pistes d'optimisation de son parc et de son usage à horizon immédiat et à horizon « Ile de Nantes ».

## **ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE LA MISSION ET LIVRABLES A PRODUIRE**

L'audit du parc échographique a pour objet :

- De faire un état de l'usage du parc installé pour chaque échographe : taux d'utilisation, bonne correspondance entre les types d'examen réalisés et l'échographe utilisé (âge / niveau de gamme / configuration, etc.),
- De proposer des pistes d'optimisation de ce parc et les moyens pour y parvenir (adaptation à l'usage réel, mutualisation éventuellement permise par les usages et les proximités, autres suggestions, etc.).

Pour ce faire, le CHU de Nantes joint au présent CCP :

- Annexe 1 : un inventaire détaillé du parc (< 200 échographes) répartis sur 2 sites principaux qui seront transférés sur « Ile de Nantes » (celui de l'Hôtel Dieu au centre de ville de Nantes et de l'Hôpital Nord situé à Saint Herblain en partie transféré) et 2 sites « secondaires » (celui de l'Hôpital Saint Jacques et de l'Hôpital Bellier) qui ne devraient pas faire l'objet d'opération immobilières dans les prochaines années,
- Annexe 2 : des plans de site et de repérages.

## **ARTICLE 4 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)**

Le présent marché n'est pas alloti.

## **ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ**

Le présent Marché est un marché ordinaire.

## **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ⇒ L'acte d'engagement signé par les parties et l'annexe financière du titulaire,
- ⇒ Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PAS-25014) et ses annexes :

- Annexe 1 : inventaire détaillé du parc (< 200 échographes) répartis sur 2 sites principaux qui seront transférés sur « Ile de Nantes » (celui de l'Hôtel Dieu au centre de ville de Nantes et de l'Hôpital Nord situé à Saint Herblain en partie transféré) et 2 sites « secondaires » (celui de l'Hôpital Saint Jacques et de l'Hôpital Bellier) qui ne devraient pas faire l'objet d'opération immobilières dans les prochaines années,
  - Annexe 2 : PLANS de site et de repérages.
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ⇒ L'Offre technique du titulaire

Le C.C.A.G.-PI. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans une documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché visée ci-dessus, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-P I, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE**

La durée du marché correspond à la durée de réalisation de la prestation d'audit qui devra être finalisée au court du premier semestre 2025.

Le terme du marché est acté par la validation du rapport d'audit.

Le marché ne pourra pas être reconduit.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

L'établissement n'émettra pas de bon de commande.

#### **ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

##### **7.1 Calendrier d'exécution des prestations – Délais de remise des livrables**

Les prestations débiteront par une réunion de lancement qui donnera lieu à l'établissement d'un calendrier définitif de réalisation des prestations (basé sur le calendrier prévisionnel remis dans l'offre), qui, une fois accepté par le pouvoir adjudicateur aura valeur contractuelle.

Le pouvoir adjudicateur reste décisionnaire du calendrier définitif. Le calendrier est susceptible d'évoluer et fera l'objet d'une validation à chaque modification.

##### **7.2 Lieux d'exécution des prestations**

Pour mener à bien les prestations, le prestataire et son équipe sont amenés à se déplacer sur les différents sites du CHU de Nantes. Ces déplacements et ces rencontres devront être planifiés à l'avance en concertation avec le référent ingénieur désigné par le CHU de Nantes.

### **7.3 Suivi des prestations – points d'étape**

Pour l'ensemble des prestations, des points d'étape sont organisés en tant que de besoin. Il appartient au titulaire du marché de proposer des dates de réunion. L'objectif de ces points d'étape est de présenter l'avancée des travaux et les premiers constats effectués. Les conclusions de ces points d'étape pourront conduire le CHU de Nantes, en accord avec le titulaire du marché, à affiner ou à repréciser les objectifs. Ces adaptations ne pourront pas remettre en cause l'objectif final, elles ne donneront lieu à aucune prolongation de délai ni coût supplémentaire.

### **7.4 Interlocuteur dédié**

Dès la notification du marché, le Titulaire indique le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée d'assurer la conduite des prestations du présent marché. Ce responsable désigné par le Titulaire est **l'unique interlocuteur** des établissements concernés pendant toute la durée du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3. du C.C.A.G./P.I., si l'intervenant n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser la personne publique avec un préavis de 4 semaines sauf cas de force majeure, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de proposer à la personne publique au moins un profil en remplacement, et de lui communiquer le nom et les titres dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La personne publique validera les profils de remplacement dans le délai d'un mois à compter de la réception de la proposition.

Si la personne publique récusé dans ce délai les remplaçants, le titulaire dispose de quinze jours à compter de la récusation pour désigner un autre remplaçant parmi ceux initialement proposés et en informer la personne publique.

A compter de la date d'acceptation tacite ou expresse du remplaçant, le titulaire assurera à ses frais exclusifs le transfert des compétences.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché public peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G./P.I.

## **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **8.1 Confidentialité**

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

### **8.2 Propriété intellectuelle - Propriété des résultats**

Les données transmises au titulaire par l'établissement, restent sa propriété.

L'établissement peut utiliser librement les résultats, même partiels, des prestations.

Les Résultats s'entendent des livrables documentaires produits par le titulaire dans le cadre de sa mission.

A l'issue du marché et sur les Résultats définis ci-avant, le Titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité de tous les droits de propriété intellectuelle, de nature patrimoniale permettant au Pouvoir adjudicateur de les exploiter librement pour les destinations prévues ci-dessous.

Les parties entendent notamment par droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale :

- les droits d'utilisation, sous toutes formes, même non prévues ou non prévisibles à la date de notification du présent marché ;
- le droit de reproduction qui s'entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre et en tous formats les résultats du marché :
  - par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à la date de notification du marché,
  - sur tous supports connus ou inconnus à la date de notification du marché.
- le droit d'adapter, modifier, transformer, tout ou partie des Résultats et de les utiliser ou intégrer d'autres œuvres intellectuelles, le droit de correction, évolution, suivi, maintenance,
- le droit de distribuer, diffuser et éditer par tous moyens et sur tout support, auprès de toute entreprise ;
- les droits de portage, sur d'autres matériels ou d'adaptation à d'autres systèmes d'exploitation que ceux utilisés ou connus à la date de notification du marché ;
- et d'une manière générale, toutes les prérogatives patrimoniales de l'auteur sur sa création.

Les droits sont cédés de manière définitive par le Titulaire pour le monde entier et pour toute la durée de la protection accordée par la loi ou les conventions internationales, et survivront à la cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit.

Le coût forfaitaire de la présente cession est compris dans le prix du marché.

En cas de résiliation du marché :

- le Pouvoir adjudicateur demeure irrévocablement et définitivement propriétaire de l'ensemble des Résultats réalisés par le Titulaire dans le cadre du présent marché à la date d'effet de sa résiliation ;
- le Titulaire ne peut en aucun cas utiliser les éléments cédés au Pouvoir adjudicateur et visés ci-dessus

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations, sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du Pouvoir adjudicateur.

La publication des résultats par le titulaire, sous quelque forme que ce soit, doit recevoir l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur, sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le Pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur n'acquiert pas, du fait du marché, la propriété des méthodes ou du savoir-faire mis au point ou utilisés par le titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Le CHU de NANTES s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels.

## **ARTICLE 9 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité de l'ingénieur référent de l'établissement bénéficiaire ou son représentant.

### **9.1 Vérifications**

Les opérations de vérifications et les décisions qui en découlent s'effectueront conformément aux articles 28 et 29 du CCAG/PI.

Les vérifications s'effectueront sur la base des livrables remis par le titulaire, à savoir au minimum :

- Rapport d'audit intégrant au minimum les éléments suivants :
  - o Etat d'usage de chaque échographe
  - o Descriptif détaillé des pistes d'optimisation du parc à court terme (configuration immobilière actuelle)
  - o Descriptif détaillé des pistes d'optimisation du parc à moyen terme (configuration immobilière après intégration d'une majorité des services sur les nouveaux bâtiments du futur site Ile de Nantes)
- Présentations orales du rapport d'audit, avec notamment une présentation à l'équipe opérationnelle et une présentation plus institutionnelle.

En cas de non-respect des délais de remise des livrables tels que fixés dans le calendrier de réalisation des prestations, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCP.

Le Titulaire du marché ne pourra procéder à la facturation des prestations que suite à l'admission de chaque livrable.

### **9.2 Décision après vérification**

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG PI, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

## **ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire du marché peut, dans les conditions des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- o la nature des prestations sous-traitées,
- o le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- o Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- o Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- o Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le Titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant dûment agréé est payé directement par l'acheteur pour la partie du marché dont il assure la prestation.



## **ARTICLE 11 PRIX**

### **11.1 Forme des prix**

Les prestations objet du présent marché font l'objet d'un prix global et forfaitaire fixé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ce prix de référence est un prix net hors taxe.

Ce prix global et forfaitaire est décomposé en annexe à l'acte d'engagement.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

### **11.2 Contenu des prix**

Le prix global et forfaitaire est établi conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI. Au prix ainsi défini s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

Ce prix comprend l'ensemble des coûts inhérents à la prestation. Le titulaire ne pourra pas facturer de frais de déplacement ou d'hébergement en sus.

### **11.3 Modalités de révision des prix**

Le prix est ferme pour la durée du marché.

## **ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT**

### **12.1 Paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-PI.

Le paiement intégral intervient après admission des prestations.

### **12.2 Présentation des demandes de paiement**

Outres les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- Le numéro du marché

- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

### **12.3 Transmission des demandes de paiement**

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

**La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)**

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471  
L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- ⇒ Le code service BIOMED, OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- ⇒ Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) est obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

### **ARTICLE 13 : AVANCE**

Les conditions requises par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies dans le cadre de l'exécution du présent Marché, aucune avance ne sera accordée au Titulaire.

### **ARTICLE 14 : PENALITES**

Les pénalités suivantes sont applicables :

- En cas de non-respect des modalités de remplacement d'un intervenant par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

- En cas de non-respect des délais de remise des livrables par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 € par jour de retard.

Les pénalités pourront être imputées sur tous les paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

## **ARTICLE 15 : RESILIATION**

### **15.1 Conditions de résiliation**

Le Titulaire peut mettre fin à l'exécution du marché dans les conditions prévues aux à l'article 36 du CCAG-PI.

L'établissement bénéficiaire peut également mettre fin à l'exécution d'un marché dans les mêmes conditions.

En cas de non-respect des clauses contractuelles, le CHU de Nantes pourra résilier le marché sans indemnité conformément à l'article 39 du CCAG PI.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

### **15.2 Indemnités de résiliation**

La résiliation prononcée pour faute n'ouvre pas droit à indemnité.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

## **ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Sans objet.

## **ARTICLE 17 - CLAUSE DE REEXAMEN**

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

## **ARTICLE 18 - RESPONSABILITES ET ASSURANCE**

Le Titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes – agents des établissements parties au contrat, usagers, visiteurs – et les biens à l'occasion de l'exécution des

prestations, objet du présent Contrat, qu'il soit causé par ses agents ou représentants. Le Titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance dès la notification du marché.

#### **ARTICLE 19 - DIFFERENDS ET LITIGES**

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

#### **ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG-PI**

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4.2.1
Article 7.4	Article 3.4.3
Article 9.2	Article 29.1
Article 14	Article 14.1.3
Article 15.2	Article 40

\*\*\*\*\*